



L'activité est bien orientée en fin d'année

La situation est plus favorable qu'au trimestre précédent en Rhône-Alpes. La baisse des mises en chantier ralentit. La stabilité des nuitées étrangères limite la baisse de la fréquentation hôtelière. Les exportations redémarrent. L'emploi salarié privé repart à la hausse. Les gains d'emploi sont importants, en particulier dans les services marchands et l'intérim. Malgré une légère augmentation du taux de chômage, l'activité semble mieux orientée dans la région qu'au niveau national, où elle a peu progressé.

Pierre-Jean Chambard, Michel Poinard, Insee

Rédaction achevée le 7 avril 2015

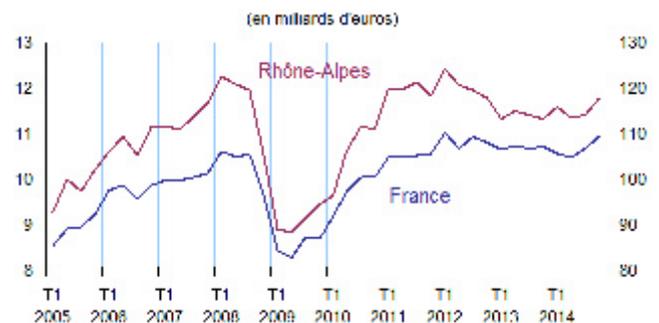
Les exportations de Rhône-Alpes redémarrent au quatrième trimestre 2014

Les exportations de Rhône-Alpes augmentent de +3,3 % au quatrième trimestre 2014 (11,8 milliards d'euros en données corrigées des variations saisonnières) et dépassent de 4,0 % le niveau du quatrième trimestre 2013. France entière, la progression trimestrielle s'établit à +2,6 % (109,6 milliards d'euros) et le niveau atteint est supérieur de +2,3 % à celui de fin 2013.

Au cours de l'année 2014, les exportations de Rhône-Alpes en matériels de transport progressent de +5,9 %, alors qu'elles avaient diminué de -5,6 % en 2013. De même, les exportations d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique augmentent de +2,2 % (faisant suite à un recul de -1,2 % en 2013). Sur la même période, les exportations de produits chimiques, parfums et cosmétiques limitent leur baisse à -0,9 % alors qu'elles avaient diminué de -6,4 % en 2013. De même, la baisse des exportations de produits pharmaceutiques (-2,6 %) est nettement atténuée par rapport à celle de 2013 (-26,1 %).

Toujours pour l'ensemble de l'année 2014 par rapport à 2013, les exportations vers l'Union Européenne progressent de +3,2 % alors qu'elles avaient diminué de -3,5 % l'année précédente. Grâce à une nette amélioration en fin d'année, les exportations vers l'Europe hors Union Européenne limitent leur baisse à -3,4 %, à comparer avec celle de -7,9 % en 2013. La progression vers les Nouveaux Etats Membres s'établit à +5,4 %, faisant suite à une baisse de -2,0 % en 2013.

1 Évolution des montants des exportations

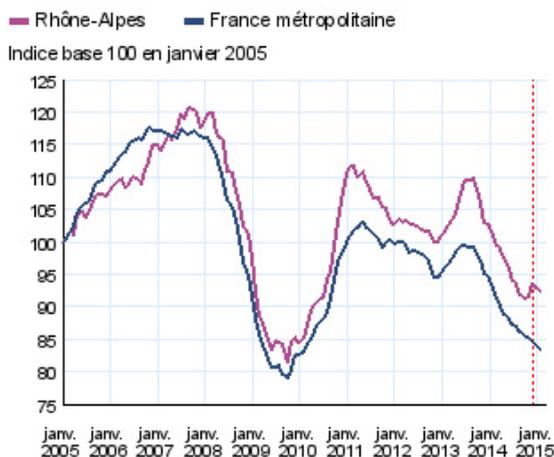


Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières.
Source : Douanes

La baisse des mises en chantier ralentit en Rhône-Alpes au quatrième trimestre 2014

Au quatrième trimestre 2014, la baisse des mises en chantier de logements en Rhône-Alpes ralentit (- 1,0 % par rapport au troisième trimestre, à comparer avec - 4,3 % au troisième trimestre par rapport au deuxième). Le niveau des mises en chantier s'établit ainsi à 45 200 logements en rythme annuel. Pour l'ensemble de la France métropolitaine, le ralentissement de la baisse est plus modéré, celle-ci est estimée à - 2,1 % au quatrième trimestre contre - 2,4 % au troisième (soit un niveau de 345 000 logements commencés annuellement).

2 Évolution du nombre de logements commencés

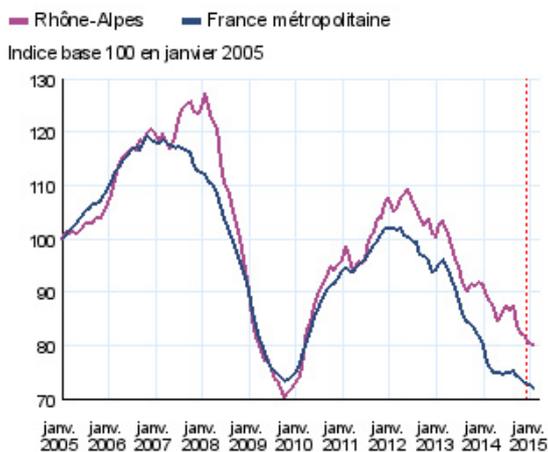


Note : À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la construction de logements neufs. Ils visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la date réelle d'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

Source : SoeS, Sit@del2

Les autorisations de construire diminuent nettement en Rhône-Alpes au quatrième trimestre 2014 (- 4,9 %) faisant suite à l'amélioration du trimestre précédent (+ 1,6 %), ramenant les autorisations à un niveau de 45 200 logements en rythme annuel. Pour la France métropolitaine, la dégradation est moins nette, - 1,6 %, après une hausse de + 0,5 % au troisième trimestre. Ainsi, le nombre de logements autorisés régresse à 345 000 logements en rythme annuel. La tendance se dégrade en décembre 2014 puis janvier 2015, tant en Rhône-Alpes que pour l'ensemble de la France.

3 Évolution du nombre de logements autorisés



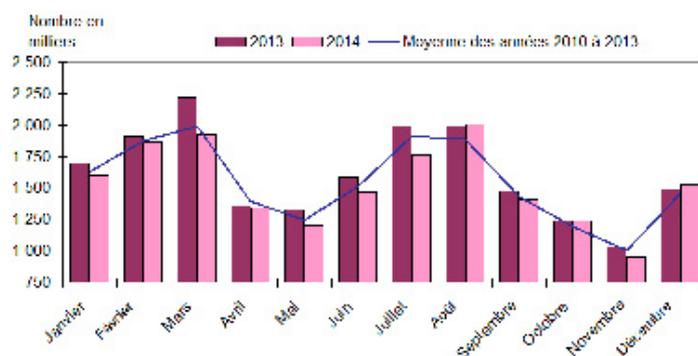
Note : cf supra

Source : SoeS, Sit@del2

Les nuitées étrangères limitent la baisse de la fréquentation hôtelière en Rhône-Alpes

La fréquentation des hôtels de Rhône-Alpes diminue de - 1,4 % au quatrième trimestre 2014 par rapport au même trimestre de 2013 et s'établit à 3,7 millions de nuitées. La baisse est plus modérée qu'au cours des trimestres précédents, du fait d'une amélioration, principalement dans les trois départements alpins, mais aussi dans le Rhône. En revanche, la situation se dégrade en Ardèche et dans la Drôme. La baisse du taux d'occupation de 1,4 point, à 52,3 % dans la région, résulte de nets reculs en Ardèche, dans la Drôme et en Isère, tandis que la baisse reste plus modérée dans le Rhône. La part des nuitées étrangères varie peu (un peu plus d'une sur cinq), même si les étrangers sont moins nombreux à se rendre dans les hôtels de Rhône-Alpes qu'au quatrième trimestre 2013 (- 7,4 %).

4 Nombre de nuitées mensuelles dans l'hôtellerie



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2012 ont été rétroplées.

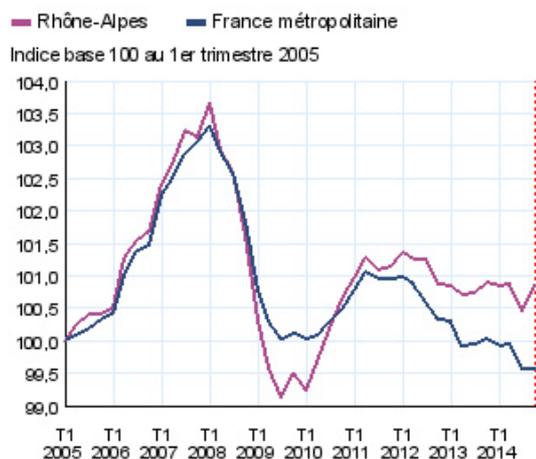
Sources : Insee ; DGCIS ; partenaires régionaux

Les départements alpins gagnent de l'emploi ce trimestre, mais en perdent sur l'année

L'emploi salarié marchand non agricole rhônalpin repart à la hausse au quatrième trimestre 2014, avec un gain de 6 600 postes par rapport au troisième trimestre, soit une progression de + 0,4 %, alors que l'emploi est stable au niveau national. Les gains d'emploi de la région sont de même ampleur que les pertes enregistrées le trimestre précédent.

Les évolutions départementales ne sont pas homogènes cependant : les progressions d'emploi concernent la Savoie (+ 0,8 %), le Rhône (+ 0,6 %), ainsi que la Drôme et l'Isère (+ 0,5 %). Les gains sont un peu plus modestes pour la Haute-Savoie (+ 0,3 %). L'Ain maintient son niveau d'emploi, mais la Loire (- 0,1 %), et surtout l'Ardèche (- 0,4 %) perdent des salariés.

5 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi

6 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur (hors agriculture)

Secteur d'activité	Effectif au 4 ^e trimestre 2014	Évolution par rapport au 3 ^e trimestre 2014		
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)
Industrie	402 900	- 100	- 0,0	- 0,3
Construction	149 600	- 1 800	- 1,2	- 1,0
Tertiaire marchand (1)+(2)+(3)	1 081 300	+ 8 500	+ 0,8	+ 0,4
(1) Commerce	305 200	+ 100	+ 0,0	+ 0,0
(2) Services hors intérim	709 800	+ 5 100	+ 0,7	+ 0,2
(3) Intérim	66 300	+ 3 300	+ 5,3	+ 4,7
Ensemble	1 633 800	+ 6 600	+ 0,4	+ 0,1

Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi

Sur l'ensemble de l'année 2014, l'évolution est nettement plus favorable en Rhône-Alpes qu'au niveau national. La région maintient quasiment son niveau d'emploi en 2014 : les pertes sont limitées à 600 salariés, soit une baisse qui n'atteint pas - 0,1 %, contre - 0,3 % en France métropolitaine.

Au niveau départemental, les évolutions sont là encore contrastées : l'Ain, l'Ardèche et la Drôme sont dans la tendance régionale et maintiennent peu ou prou leur niveau d'emploi. Seul le Rhône gagne véritablement des salariés, 3 800 au total, soit une progression de 0,7 %. En revanche, l'emploi est à la baisse dans les départements alpins, limitée dans l'Isère (- 0,3 %), mais plus sensible (de l'ordre de - 0,7 %) dans les Savoie.

L'emploi intérimaire se redresse

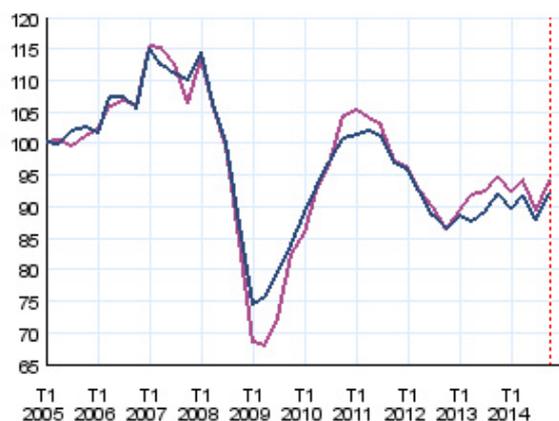
Au quatrième trimestre, le secteur de l'intérim connaît des gains importants d'emploi (+ 5,3 %, soit 3 300 emplois gagnés) après les fortes pertes du trimestre précédent. La tendance est comparable au niveau national avec une progression de + 4,7 %.

L'emploi intérimaire a connu de fortes variations trimestrielles à la hausse ou à la baisse en 2014. Finalement, sur l'année, le secteur limite ses pertes à 400 emplois (- 0,6 %), alors qu'au niveau national, la variation est également de faible amplitude, mais à la hausse (+ 0,1 %).

7 Évolution de l'emploi intérimaire

— Rhône-Alpes — France métropolitaine

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées en variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

L'industrie préserve ses emplois, les services en gagnent

Après les pertes enregistrées au troisième trimestre, l'industrie maintient son niveau d'emploi ce trimestre. Tous les secteurs industriels enregistrent de faibles variations d'emploi, à l'exception de pertes dans le secteur regroupant la métallurgie, la plasturgie, les industries chimiques et du papier (- 400 salariés), compensées par des gains du même ordre dans l'alimentaire. Au niveau national, l'emploi industriel est en revanche orienté à la baisse (- 0,3 %). Sur l'ensemble de l'année 2014, l'emploi salarié rhônalpin perd 3 000 salariés dans l'industrie (- 0,7 % contre - 1,1 % en France Métropolitaine).

Pour le troisième trimestre consécutif, l'emploi salarié continue de se replier fortement dans la **construction**. Les pertes atteignent 1 800 salariés (- 1,2 %) au quatrième trimestre. La régression est du même ordre en France métropolitaine (- 1,0 %). Sur un an, la région perd 4 200 salariés dans ce secteur, soit une baisse de - 2,7 %, la plus forte de ces cinq dernières années, mais qui reste cependant légèrement inférieure à celle enregistrée au niveau national (- 3,3 %).

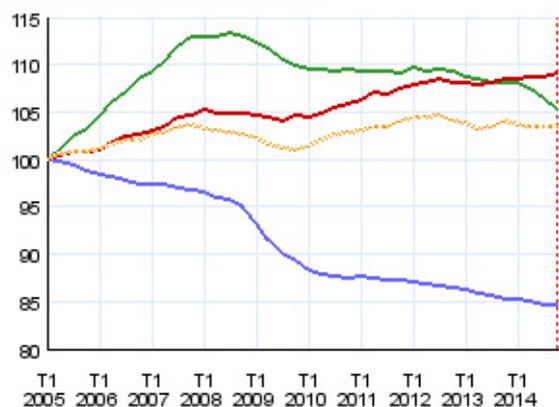
Dans le **commerce**, après un léger repli au précédent trimestre, l'emploi salarié enregistre des variations de faible amplitude à la hausse (moins de 100 emplois gagnés) au quatrième trimestre. Au niveau national également, l'emploi du secteur est stable. Le secteur perd 1 700 salariés sur l'ensemble de l'année 2014, soit une baisse de - 0,6 %, légèrement plus marquée qu'au niveau national (- 0,4 %). Là encore, il s'agit de l'évolution la plus défavorable de ces cinq dernières années.

Les gains d'emploi sont élevés dans les **services marchands hors intérim** ce trimestre. Le secteur compte 5 100 salariés supplémentaires, soit une progression de + 0,7 %, plus importante que celle relevée au niveau national (+ 0,2 %). L'emploi progresse surtout pour les activités artistiques, sportives et associatives (+ 2,1 %), et dans le secteur regroupant les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien (+ 0,9 %). Sur l'année, le secteur a gagné 8 700 salariés, soit une progression de + 1,2 %, contre + 0,5 % seulement au niveau national.

8 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

— Construction — Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim — dont Commerce

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Champ : emploi salarié marchand en fin de trimestre (hors agriculture et salariés des particuliers employeurs) ; données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, estimations d'emploi

Au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage augmente en Rhône-Alpes comme au niveau national de 0,1 point

Le **taux de chômage** s'élève à 8,9 % de la population active au quatrième trimestre 2014 en Rhône-Alpes. Il augmente de + 0,1 point par rapport au troisième trimestre, après une hausse de + 0,2 point. Il s'établit ainsi à 0,4 point au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2013. Au niveau national, les variations sont identiques, tant sur un trimestre que sur un an, mais le niveau du taux de chômage national est plus élevé, puisqu'il atteint 10,0 % de la population active.

9 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles

Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Contexte national - Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au quatrième trimestre 2014 (+0,1 %). Au premier semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à + 0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait + 1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

La hausse annuelle du taux de chômage est un peu plus marquée dans la Savoie et la Drôme

En Rhône-Alpes, le taux de chômage augmente depuis un an dans tous les départements d'au moins 0,3 point, les plus touchés étant la Savoie et la Drôme (respectivement + 0,6 point et + 0,5 point). Depuis le maximum atteint au deuxième trimestre 2014, c'est le département de l'Isère qui résiste le mieux à la hausse. Depuis l'année 2011, au-delà des variations de court terme, la hiérarchie des taux de chômage par département ne se modifie pas en Rhône-Alpes.

10 Taux de chômage dans les départements de Rhône-Alpes

Département	Taux (en %)	Évolution sur 1 an (en point)
Savoie	8,1	0,6
Drôme	11,1	0,5
Loire	10,1	0,4
Ain	7,3	0,4
Ardèche	10,7	0,4
Rhône	9,3	0,3
Isère	8,3	0,3
Haute-Savoie	7,5	0,3
Rhône-Alpes	8,9	0,4
France métropolitaine	10,0	0,4

Note : Ordre décroissant des évolutions sur un an

Source : Insee, taux de chômage localisés (Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)

Contexte international - Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Insee Rhône-Alpes

165, rue Garibaldi - BP 3184
69 401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Pascal Oger

Rédacteur en chef :

Pierre-Jean Chambard

ISSN : 2417-3657 (imprimés)

ISSN : 2273-8568 (en ligne)

@Insee 2015

Pour en savoir plus :

● Note de conjoncture nationale du mois d'avril 2015

« L'activité est bien orientée en fin d'année »

[www.insee.fr/fr_rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/fr_rubrique%20Thèmes/conjoncture/analyse%20de%20la%20conjoncture)

